

L'Etat en question

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 411

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1018716>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Etat en question

La campagne qui a précédé le vote sur le paquet financier a révélé, comme jamais, une crise de méfiance à l'égard de l'Etat.

Peut-il s'agir d'autre chose que de méfiance, quand un projet de gouvernement, soutenu très largement par le Parlement, ayant reçu l'approbation des Cantons, est désavoué aussi nettement par le peuple, d'un bout à l'autre de la Suisse, à une exception près.

Si, dans toutes les motivations de vote, on décompte le refus des paysans, des cafetiers, des vigneron, des coiffeurs, celui des « Neinsager » de tempérament, pour ne prendre que ces catégories-là de citoyens mécontents, il reste, au-delà de la question financière qui était posée et de la technique fiscale, un refus de l'Etat, y compris chez des citoyens qui, professionnellement, lui appartiennent.

Ces attitudes peuvent assez facilement être typées. On observe, bien sûr, une méfiance de droite. L'Etat dépense trop. La fiscalité est trop lourde. Parfois l'accent est mis sur la défense du fédéralisme. Le plus souvent, les milieux économiques tirent les ficelles, mais la portée populaire de cet anti-étatisme-là est incontestable.

Les socialistes, ce fut très frappant dans cette campagne, se sont faits les défenseurs de l'Etat. Il protège les faibles; il redistribue les revenus; il soutient la vie économique, etc. Les socialistes tendaient à identifier Etat et Etat social...

Il y avait enfin un anti-étatisme d'extrême-gauche. Les formules donnaient quelque chose comme : l'Etat capitaliste n'est pas le nôtre, l'Etat des trusts ne nous concerne pas, nous ne sommes pas responsables de... etc.

La confusion est prodigieuse. La droite critique l'Etat (cette critique étant exercée même par des magistrats en situation majoritaire, dénonçant par exemple le « socialisme administratif ») et une partie de la gauche dénonce cet Etat, comme étant celui de la droite.

On pourrait se contenter de constater cette assez large démissionnisme.

Mais il est clair aussi que le rôle de l'Etat doit être analysé au-delà des simplismes du type, l'Etat c'est les technocrates, ou l'Etat c'est Ciba-Geigy. Il s'agit en fait d'une institution ayant son idéologie, à l'intérieur de laquelle s'affrontent, pour l'obtention d'une part budgétaire prépondérante, d'autres institutions, telle l'institution scolaire, universitaire, la recherche, la médecine, la police, l'armée, les transports, la paysannerie, et ainsi de suite.

La lacune théorique fondamentale qui est apparue lors de cette campagne, c'est l'absence d'une analyse critique du rôle des institutions à l'intérieur de l'Etat. Non seulement en fonction de leur coût, mais de leur contenu idéologique.

Cette critique-là permettrait d'échapper aux simplifications extrêmes : « L'Etat, c'est la répression » ou « L'Etat c'est la redistribution ».

C'est bien un des sujets essentiels qu'il nous faudra, ici, développer.

A chacun son peuple

Au lendemain du rejet de la TVA, le peuple suisse allait balayer tous ces fonctionnaires inutiles, le peuple suisse allait rompre avec l'Etat bourgeois coupable de lui avoir suggéré une fiscalité anti-sociale, le peuple suisse allait réclamer des économies à tous crins pour équilibrer le budget de la ménagère fédérale. Mouvements xénophobes, extrême-gauche et extrême-droite tiraient chacun de leur manche un peuple suisse à leur convenance. A chacun son peuple suisse; mais la majorité de « non » issue du scrutin ne se retrouvera sur aucun projet positif. Et devant l'insistance de la droite à réclamer des économies, s'imposeront une fois de plus les rapports de force traditionnels.

Le Conseil fédéral, et plus particulièrement le radical vaudois Chevallaz, spécialement concerné,

● FIN EN DERNIÈRE PAGE

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 411 16 juin 1977
Quatorzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

411